

Lorsqu'il parle d'intégration et d'immigration, N.S. semble très disposé, en revanche, à affirmer l'importance de l'égalité homme/femme chez les populations immigrées. Sorti de ce contexte, il s'en fiche.

7- L'INÉGALITÉ DES DROITS

NICOLAS SARKOZY S'OPPOSE À L'OUVERTURE DU MARIAGE AUX COUPLES DE MÊME SEXE et lui préfère « un contrat d'union signé en mairie et assurant une égalité de droits successoraux, sociaux et fiscaux, mais n'ouvrant pas droit à la filiation et à l'adoption ».

Pourtant il ose prétendre qu'il n'est pas homophobe ! En l'occurrence, l'institution du mariage, l'adoption et la Procréation Médicalement Assistée (PMA) sont bien des privilèges des hétérosexuelLES : le candidat de l'UMP, en accordant un sous-mariage aux LGBT, les maintient dans un statut de sous-citoyenNES. Et l'inscription de cette dépréciation dans la loi fait perdurer dans les têtes la supposée infériorité des modes de vie homosexuels. C'est-à-dire l'homophobie.

Cette proposition cache d'ailleurs mal le moralisme de celui qui a choisi Christine Boutin comme « conseillère politique » et qui n'a pas jugé bon d'exclure de l'UMP Christian Vanneste condamné pour son homophobie patentée.

Non, l'égalité des droits n'est pas négociable.

TRANS OU LA GRANDE INCONNUE : aujourd'hui encore, en France, les Trans sont considérés comme des malades mentauxALES. Elles et ils ne peuvent changer d'état civil qu'à condition de subir une opération génitale qui tient souvent lieu de la boucherie. Elles et ils sont condamnés à avoir des papiers en inadéquation avec leur genre social... N.S. n'en à que faire.

Les faux accents progressistes arrivés sur le tard, maquillent mal les intentions de celui qui se déclarait il y a quelques années « libéral économiquement, conservateur politiquement ».

Sept bonnes raisons (parmi d'autres) de ne pas voter Nicolas Sarkozy :

1. Préserver le code du travail
2. Éviter que la guerre aux pauvres n'ait bien lieu
3. Arrêter la chasse aux immigrés et le racisme d'État
4. Taxer plus les riches et non l'inverse
5. Préserver les services publics
6. Aller vers une vraie égalité homme/femme
7. Pour l'égalité des droits quelle que soit l'identité de genre ou l'orientation sexuelle.

GUERRE AUX PAUVRES
CHASSE AUX IMMIGRÉES
INÉGALITÉ HOMMES/FEMMES
FIN DU SERVICE PUBLIC
INÉGALITÉ DES DROITS
FIN DU DROIT DE GRÈVE
ENRICHIR LES RICHES

ÇA VA PAS LA TÊTE ?

Sept bonnes raisons de ne pas voter Nicolas Sarkozy



**LES
PANTHÈRES
ROSES**

Gouines, trans et pédés à l'offensive !
www.pantheresroses.org

Voter Nicolas Sarkozy, c'est voter pour :

1- LA FIN DES DROITS DES SALARIÉS

LA FIN DU CDI. Le candidat de l'UMP prône un contrat unique ; il a beau le qualifier de "contrat à durée indéterminée", il n'en aura que le nom puisque ce contrat entend donner « plus de souplesse aux entreprises ». C'est donc la poursuite des tentatives du CPE et du CNE et la perspective d'être licenciéE du jour au lendemain sans raison précise.

LA FIN DE LA DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL. Avec l'exonération des charges sur les heures supplémentaires, le temps de travail – aujourd'hui régi par le code du travail – sera laissé à la discrétion de négociations entreprise/salariés. Les salariés menacés par la crainte du chômage devront accepter tout ce qui leur sera imposé.

LA FIN DU DROIT DE GRÈVE. Entre l'instauration d'un "service minimum" dans le public et le vote sur l'opportunité des grèves à "bulletin secret" partout, exerçant ainsi une pression sur les syndicats, le droit fondamental à se mettre en grève sera entamé.

2- LA FIN DES MINIMA SOCIAUX

« Je n'accepte pas qu'il y ait des gens, qui soient au RMI et qui, à la fin du mois, aient autant que des gens comme vous [salariés], qui se lèvent tôt le matin ».

Avec un RMI à 440,86 € et un smic à 1254,28 € brut, on comprend mal cette déclaration, si ce n'est qu'elle prépare le terrain pour la « fusion des minima sociaux en un contrat unique prévoyant des droits et devoirs du bénéficiaire (...) [notamment] les travaux d'intérêt généraux ». **N.S. prévoit donc de substituer aux minima sociaux le travail gratuit.**

3- LA FIN DE LA REDISTRIBUTION SOCIALE

DIMINUTION DES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS, suppression de l'impôt forfaitaire annuel sur le chiffre d'affaire. Depuis plus de 20 ans, les charges des entreprises ont été diminuées sans pour autant créer d'emplois (ce n'est pas parce que le taux de chômage officiel baisse qu'il y a des créations d'emplois).

LA FIN DES IMPÔTS POUR LES PLUS RICHES : L'ISF (impôt sur la fortune), qui ne touche qu'une couche ultra privilégiée de la population (moins de 400 000 personnes), est amené à diminuer. Les impôts injustes (TVA et autres taxes ne dépendant pas des revenus) qui défavorisent les classes populaires sont eux appelés à augmenter.

N.S. veut nous faire croire que nous serions toutES gagnantEs à ce que les riches soient encore plus riches et à ce que les entreprises fassent encore plus de profits. Pourtant cette politique, déjà mise en oeuvre par N.S. au ministère des Finances, non seulement ne réduit pas le chômage, mais coûte très cher. Et savez-vous où on trouve l'argent ?...

4- LA FIN DES SERVICES PUBLICS

NON RENOUVELLEMENT DE 50% DES FONCTIONNAIRES. Une réduction de la moitié des effectifs, à terme, ne peut qu'entraîner la fin de certains services publics. Les conséquences notamment en terme de santé, d'éducation, de recherche... seront dramatiques.

FAVORISER LES ÉCOLES PRIVÉES ET « L'AUTONOMIE » DES UNIVERSITÉS : « permettre à tous les parents qui le souhaitent, d'inscrire leurs enfants dans une école sous contrat », en facilitant la répartition des effectifs, ce qui remet en cause la primauté de l'école publique. De même en accordant « plus de moyens aux universités qui accèdent à l'autonomie », c'est la privatisation de l'université et la hausse des frais de scolarité qui s'amorcent.

Les services publics qui assurent à touTEs un service de qualité sans objectif de rentabilité ne pourront plus assurer leurs missions. Les plus riches auront accès à des écoles, universités, cliniques... privées de haute qualité, les classes populaires devront apprendre à s'en passer.

5- LA FIN DES DROITS À L'ASILE ET AU SÉJOUR

Les lois Sarkozy sur l'immigration (2003 et 2006) ont considérablement réduit l'accès au droit d'asile et au droit au séjour et les conditions de vie des migrantEs (menaces sur l'AME, nonrenouvellement des cartes de résident de 10 ans, durcissement des conditions du regroupement familial). Cette politique crée des clandestinEs, que le Ministre de l'Intérieur-candidat s'emploie ensuite à expulser en effectuant une chasse systématique aux sans-papierEs (contrôles illégaux au faciès, pièges, arrestations massives).

Le candidat de l'UMP entend renforcer cette politique ainsi que son « immigration choisie », qui dénie toute humanité aux non-occidentauxALES – uniquement considérés sous l'angle de leur utilité financière.

Nicolas Sarkozy se défend d'être raciste ; il l'est pourtant puisqu'il passe son temps à désigner l'immigration comme un problème et à stigmatiser les cultures non-occidentales.

6- L'ABSENCE D'ÉGALITÉ HOMME/FEMME

80 % des tâches ménagères sont effectuées par les femmes. Il peut y avoir 20 % d'écart salarial entre un homme et une femme pour un même poste. 1 femme sur 10 est victime de violence conjugale. 1 femme sur 5 est victime d'un viol ou d'une tentative de viol au cours de sa vie. Il y a 12 % de femmes députées à l'Assemblée Nationale, 17% de sénatrices et 9% de femmes dirigeantes toutes entreprises confondues.

Premières victimes de la flexibilité du travail, les femmes constituent la moitié de la population. Pourtant, rien dans le programme de l'UMP pour lutter contre ces inégalités de fait.